

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 23 décembre 2025

Nos réf. : SAU/FB/MI n° 25 - 698

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRANCE TEINTURE

15 rue des Hauts Trévois - BP 152
10000 Troyes

Code AIOT : 0005702106

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 décembre 2025 dans l'établissement FRANCE TEINTURE implanté 15 rue des Hauts Trévois - BP 152 - 10000 TROYES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 12 décembre 2025, une personne extérieure à l'installation (passant ou habitant) a appelé la police municipale qui a contacté ensuite les services de secours (SDIS10) pour des rejets atmosphériques laissant supposer un incendie. Le SDIS a contacté l'inspection qui s'est rendue sur place.

Déroulé :

Peu avant 9h00, une personne extérieure au site a contacté la police municipale qui a contacté les services de secours (SDIS10). Les pompiers sont arrivés vers 9h00.
Le SDIS a appelé l'inspection à 10h28.

Le SDIS a indiqué qu'aucun feu couvant, ni flamme nue n'ont été observés et qu'il n'y a pas eu utilisation d'eau d'extinction d'incendie. Une levée de doute a été faite par caméra thermique qui a relevé une température supérieure à 100 °C liée au process et non à un éventuel sinistre.

L'exploitant a mené une levée de doute à la venue de la police municipale et avec l'aide du SDIS. Par mesure de sécurité, l'exploitant a misé les machines de rétractation concernées à l'arrêt et a injecté une plus grande quantité de vapeur pour « étouffer » le feu potentiel. Après la confirmation qu'il ne s'agissait pas d'un incendie ni d'un feu couvant, l'exploitant a démonté un tronçon de chacun des conduits d'évacuation de la vapeur et procédé à l'enlèvement des particules de tissu présentes au niveau de la partie de canalisation juste en amont des filtres à poussières.

Aucune trace de matière calcinée n'a été observée ni par le SDIS ni par l'inspection.

L'exploitant a détaillé son process à l'inspection en indiquant :

- chaque machine fonctionne indépendamment l'une de l'autre
- leur fonctionnement est discontinu
- . mise du tissu dans la machine
- . montée en température pendant 5 mn
- . injection de vapeur à 100 °C pendant 20 mn
- . maintien de la température à 110 °C sans vapeur pour sécher le tissu
- . refroidissement pendant 10 mn pour atteindre 40 °C
- . sortie du tissu

Il est conclu par l'inspection qu'aucun incident ni accident n'a eu lieu.

Toutefois, l'inspection a demandé au chef d'atelier qu'il soit présent pour contrôler la bonne remise en œuvre des tronçons de canalisation et pendant la remise en route des deux machines de rétractation. Il a été également demandé que le démarrage des machines ne soit pas fait en même temps mais dans le cadre d'une remise en fonctionnement progressive.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE TEINTURE
- 15 rue des Hauts Trévois - BP 152 - 10000 TROYES
- Code AIOT : 0005702106
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société France Teinture a été autorisée par arrêté préfectoral n°87-854 du 27 février 1987, complété par les arrêtés n°10-1678 du 11 juin 2010 et n°11-2332 du 4 août 2011, à exploiter des activités d'ennoblissement textile : application de teintures et d'apprêts sur tous types de tissus.

Les matières textiles sont fournies par les clients et restent leur propriété, France Teinture choisissant la technique d'ennoblissement en fonction des caractéristiques souhaitées. Géographiquement, la société France Teinture est située le long d'un bras de la Seine en zone urbaine immédiatement proche.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.
-

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 27/02/1987, article 7.2.1.e	Demande de justificatif à l'exploitant	-

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Après avoir échangé avec le représentant du SDIS, il s'avère qu'il n'y a pas eu de feu couvant ni d'incendie sur l'installation. Aucun élément qui pourrait être lié à un incendie n'a été relevé par le SDIS ou l'inspection lors de la visite. Les dégagements de fumées se sont avérés, selon l'exploitant, être de la vapeur liée au process.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/1987, article 7.2.1.e
Thème(s) : Risques accidentels, Voisinage
Prescription contrôlée : Le matériel électrique et les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques. Il conviendra en particulier de s'assurer du bon fonctionnement permanent de tous les organes nécessaires à la mise en œuvre des dispositifs de sécurité.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté par sondage sur 2 extincteurs fixes et mobiles que la date de contrôle est bien indiquée. Par contre, aucune identification de date de contrôle n'est apparente sur les RIA et les portes coupe-feu. A la demande d'inspection, l'exploitant a communiqué les suivis des vérifications des RIA et extincteurs des années 2024 et 2025 réalisés par la société AUBE SECURITE INCENDIE, aucune observation n'a été signalée. L'inspection relève une dérive dans la périodicité annuelle des contrôles avec un dépassement glissant de 1 à 2 mois qui aboutit à des contrôles au-delà d'1 an. L'inspection rappelle à l'exploitant à ses obligations de procéder à un contrôle annuel ce qui entant dans les 12 mois du contrôle précédent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant